

## 970<sup>e</sup> séance

Vendredi 31 octobre 1975, à 15 h 20.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.970

### POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

**Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (A/10267, A/SPC/L.330)**

1. M. PETHERBRIDGE (Australie) présente le projet de résolution qui figure dans le document A/SPC/L.330.

2. Le rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants relatif à l'année en cours (A/10267) est très bref et traite essentiellement du déroulement des travaux, étant donné que l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session sera saisie d'un rapport détaillé. Le projet de résolution A/SPC/L.330 est donc conçu en termes généraux et se conforme aux résolutions antérieures sur la question. Bien que cela ne soit pas expressément mentionné dans le projet de résolution, la délégation australienne souhaiterait que soit intensifiée la collaboration entre le Comité scientifique et le PNUE, ainsi qu'elle en a exprimé le vœu devant la Deuxième Commission, à sa 1675<sup>e</sup> séance, le 22 octobre 1975.

3. La délégation australienne estime que le travail du Comité scientifique est d'une grande importance et a contribué en grande partie et continuera à contribuer au bien-être de l'humanité. Elle espère donc que le projet de résolution sera adopté par consensus.

4. M. FREEMAN-GREENE (Nouvelle-Zélande) déclare qu'en parrainant le projet de résolution A/SPC/L.330, la délégation néo-zélandaise exprime l'importance que son gouvernement attache aux travaux du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants. La délégation néo-zélandaise constate que le Comité scientifique a pris des décisions concernant la manière de traiter plusieurs points, dont les effets génétiques et somatiques des rayonnements ionisants, et attend avec intérêt le prochain rapport détaillé. Pour sa part, la Nouvelle-Zélande continuera à transmettre au Comité scientifique les renseignements obtenus par son système d'observation.

5. La délégation néo-zélandaise souhaiterait une plus grande collaboration entre le PNUE et le Comité scientifique et déplore que ni dans le rapport du Conseil d'administration du PNUE<sup>1</sup> ni dans l'exposé liminaire fait par son directeur exécutif à la 1672<sup>e</sup> séance de la Deuxième Commission, le 20 octobre 1975, aucune invitation à participer aux travaux du PNUE n'a été adressée au Comité scientifique. La délégation néo-zélandaise espère donc que le Comité scientifique sera bientôt prié de collaborer à ces travaux.

6. Les années précédentes, la délégation néo-zélandaise a exprimé à la Commission sa préoccupation devant l'aug-

mentation des niveaux des rayonnements ionisants imputable aux essais nucléaires. Actuellement, il est encourageant de constater qu'en 1974 le dépôt moyen de strontium 90 en Nouvelle-Zélande et dans les pays voisins du Pacifique a été le plus bas depuis l'instauration d'un système de mesures en 1960. La délégation néo-zélandaise a bon espoir que le Comité scientifique conduira ses travaux aussi efficacement qu'il l'a fait jusqu'à présent et espère que le projet de résolution recevra l'appui unanime de la Commission.

### POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

**Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (suite)**  
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/114] :

a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/10022);

b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

#### EXAMEN DE PROJETS DE RESOLUTION (suite)

7. Le PRESIDENT annonce que la délégation turque lui a demandé d'informer la Commission que, pour des raisons très particulières, elle a été absente de la 964<sup>ème</sup> séance, mais qu'elle tient à faire savoir qu'elle aurait voté en faveur du projet de résolution A/SPC/L.326.

8. M. SAHAD (République arabe libyenne) présente un projet de résolution intitulé "La situation en Afrique du Sud<sup>2</sup>" que parrainent 51 pays. Les déclarations faites devant la Commission reflètent la profonde préoccupation de la communauté internationale devant les souffrances du peuple opprimé d'Afrique du Sud et la menace pour la paix et la sécurité mondiales que constituent les politiques et pratiques du régime raciste de Pretoria. L'apartheid est une violation de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et est contraire aux fondements de l'éthique et de la morale humaines. Cependant, malgré les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies depuis 30 ans, le régime raciste continue d'appliquer sa politique criminelle, faisant fi de la volonté de la communauté internationale, comme le montre clairement le rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/10022). Il faut donc que l'Organisation des Nations Unies prenne de nouvelles mesures pour mettre fin à ce fléau. C'est ce qui a motivé la présentation du projet de résolution. Ses auteurs sont conscients de ce que le monde actuel est meilleur que dans le passé grâce aux efforts de l'Organisation des Nations Unies, le monde est meilleur aujourd'hui qu'hier et ils espèrent qu'il sera encore meilleur demain.

9. M. NEUGEBAUER (République démocratique allemande) signale que son pays s'est porté coauteur du projet de résolution présenté par la République arabe libyenne.

*La séance est levée à 15 h 50.*

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément n° 25.

<sup>2</sup> Distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/L.331.